

MARCHONS POUR LES LIBERTÉS ET CONTRE L'ARBITRAIRE

SAMEDI 16 JANVIER 11H - CHAUMONT

RENDEZ-VOUS PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

ÉDITO NON-DITS ET MENSONGES

JACK FORMET, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Il y a désormais plus d'un an, le virus faisait ses premières victimes. Dès le 11 janvier 2020, Agnès Buzyn, ministre de la Santé, dans une interview au *Monde*, confirmait l'imminence et la gravité de l'épidémie. Bien qu'informés, le chef de l'État et le Premier ministre ont ignoré une situation dont les conséquences allaient être dramatiques. La « transparence », tant de fois clamée par le président, venait de prendre un sérieux coup. La suite que nous connaissons fut bâtie sur les non-dits et les mensonges.

La pandémie, dès son début, dévoilait au pays les conditions précaires dans lesquelles allaient se débattre les personnels de l'hôpital, ce service public amaigri par des années de restrictions. Puis le manque crucial de moyens pour faire face à la covid : l'absence de masques obligeant le gouvernement à se fournir à l'étranger, la fabrication de bouteilles à oxygène suivait le même chemin. Depuis, la voie choisie par le gouvernement est tout aussi chaotique : les tests ont pris un retard considérable et, au train où se fait l'acheminement des doses, la vaccination va s'étaler sur une période interminable. Tout aussi grave est le fait que les examens et les soins prodigués aux personnes touchées par de graves maladies ont été retardés, coûtant la vie à nombre d'entre elles. Enfin, si on nous communique le nombre de décès survenus dans les hôpitaux, celui des morts à domicile et dans les Ehpad reste inconnu. Le bilan actuel de la pandémie est effroyable et ce sont les citoyens les plus âgés qui en paient le prix fort.

Il fallait sauver coûte que coûte l'économie. Si l'on s'en remet à la fortune des plus gros actionnaires, elle se porte très bien. Regardons l'envers du décor : la France totalise désormais 10 millions de pauvres, des milliers de fermetures de PME, de TPE et de petits commerces. La liste des chômeurs s'allonge... Une carte des plans sociaux publiée par la CGT mentionne les lieux et les entreprises sur le point de licencier : 200 000 emplois supplémentaires sont sur la sellette. Par des réformes successives, les allocations chômage et les APL ont été revues à la baisse et l'augmentation du coût de l'électricité, du gaz, des assurances, des produits de première nécessité plombe durement les ressources des ménages.

Fatale, cette situation sanitaire et sociale désastreuse ? Sûrement pas ! Aux craintes et aux peurs entretenues, opposons notre cohésion et notre volonté pour que soit mis en place tous les moyens pour stopper les ravages d'une épidémie qui n'a que trop duré. **J.F.**



MC KINSEY : UN VACCIN À 100 MILLIONS D'EUROS !

Pour une équipe de 2 consultants, le cabinet facture 130 000 € par semaine. Le cabinet McKinsey a déjà touché au moins 100 millions d'euros en conseillant les gouvernements sur le Covid-19. Entre 13 000 et 16 000 euros par jour, ça fait cher le conseil (pour ce seul cabinet), mais ce constat n'est apparemment pas partagé par le gouvernement français. Nous savions qu'il considérait sa population, les élus locaux et son personnel soignant comme quantité négligeable, mais à ce point là, non !

<https://www.liberation.fr/>

MC KINSEY : CORROMPU...

Le cabinet conseil McKinsey (qui nous coûte un pognon de dingue) et qui collabore avec le ministère de la Santé sur la campagne de vaccination est au cœur d'un scandale de santé publique aux USA. <https://www.capital.fr/>

Capital

Vaccin : le cabinet de conseil du gouvernement empêtré dans un scandale sanitaire aux Etats-Unis

VACCIN + SUIVRE

BARTHÉLÉMY PHILIPPE | PUBLIÉ LE 07/01/2021 À 18H58
| MIS À JOUR LE 08/01/2021 À 9H50



Bloomberg/Contributor

EXCEPTION CULTURELLE À LA FRANÇAISE ?

Ils sont fous ces Espagnols ! Ainsi débute l'article du Canard Enchaîné signé Mathieu Pérez- à propos de la façon dont est gérée la culture en ces temps de pandémie. « Ils n'ont pas fermé leurs théâtres. Ni leurs opéras. Ni leurs cinémas. Ni leurs cirques. Et ce depuis le mois de juin. Ils n'ont pas sacrifié la culture. Et ça se passe plutôt bien. Les horaires sont aménagés. « Les jauges sont réduites. Les protocoles sanitaires sont respectés », et le journaliste de prendre comme exemple la compagnie française CirkVOST qui avait planté son immense chapiteau aux mâts de 23 mètres de hauteur. « Certes, ça faisait mal au cœur de voir leur beau spectacle, "Hurt Me Tender", se jouer dans une salle aux deux tiers vide. En effet, 200 spectateurs pour 580 places. N'empêche que, ce soir-là, comme tous les soirs et dans toute l'Espagne, le spectacle a eu lieu. »

Et le Canard d'enfoncer le clou : « S'il n'y avait que les Espagnols... En Croatie non plus, les théâtres n'ont pas fermé. Au Monténégro. En Serbie. À Malte. Au Portugal (et ne parlons pas de la Russie, de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande...).

Conclusion de Laurence de Magalhaes, codirectrice du Monfort Théâtre, de retour de Lisbonne voilà un mois : « Depuis juin, ils appliquent les mêmes mesures sanitaires que celles que nous avons ici, ni plus ni moins. Et les spectacles ont été avancés en raison du couvre-feu à 23 heures. Pas un cluster n'a été signalé. »

Mais, alors, s'interroge le journaliste : « aucune différence entre chez eux et chez nous ? » « Si, au Portugal, la culture est considérée comme essentielle ! »

Ajoutons, qu'ils n'ont pas non plus Roselyne Bachelot comme ministre de la Culture !

ON AURA A TOUT VU

En Février 2020, primaires au RN. Qui plus est télévisées sur le service public (Merci FranceTV-de-la-redevance-qu'on-payé !). Le sympathique débat sera à fleuret moucheté entre Mme Le Pen et M. Darmanin. Ils passeront l'essentiel du temps à chercher le bon discours sur le bon sujet non de discorde mais de mots venimeux utilisables dans les temps à venir.

PETIT BUZZ VIA FACEBOOK

Sur la Page du Syndicat, une courte réflexion sur l'actualité : Depuis plusieurs

jours les présentateurs des JT de France 2 et France 3 disent que leur « journal a été réalisé dans des conditions particulières à cause d'un mouvement de grève ». Le tout ressassé sur l'air du "Il faisait frais hier, il fera frais demain.". Jamais la moindre information sur qui est en grève et pourquoi. Et nous ne le savons toujours pas. Pour cause : Le régime Macron, c'est la contestation bannie jusque dans son information.

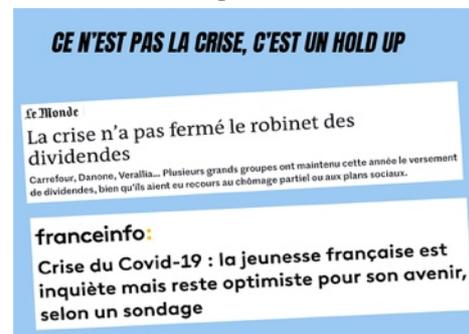
SACRÉ CASTEX...

Assemblée Nationale : Jean Castex déclare tout fier "La France n'a pas à rougir de sa stratégie globale de lutte contre cette pandémie". 8 à 9 millions d'infections, 70 000 décès, 270 000 hospitalisations dont 46 000 en réa (là où il y en a), des centaines de milliers de Covid long. C'est en effet un succès majeur, la marque de fabrique de stratèges supérieurs entourés de cabinets privés grassement rémunérés.

QUEL MONDE QUE LEUR MONDE...

Trois informations rapprochées:

- Danone verse 1,5 milliard d'euros de dividendes et Danone va supprimer 2000 emplois
- Pendant ce temps, un jeune sur deux doit réduire ses dépenses alimentaires voire sauter des repas.



MINI-SOMMET DE LA BIODIVERSITÉ

Vous vous souvenez de la création de nouveaux délits environnementaux annoncée en grande pompe par Barbara Pompili et Dupont-Moretti ? Ils sont en passe d'être enterrés par le Medef, avec le soutien actif de Bruno le Maire à Bercy. Le Medef qui représente les multinationales auxquelles Macron a

DES NOUVELLES DE BB

Comme nous vous en avons informé dans le Journal du retraité n°224, notre cher Bernard Blum, rédacteur du « Billet à BB » a été gravement touché par la covid. Hospitalisé depuis plus d'un mois, son pronostic vital n'est désormais plus engagé. 5 janvier 2021 : « Le plus pénible pour moi était de ne pas pouvoir donner de mes nouvelles ni d'en prendre des vôtres. Pendant ce temps, la charogne se mettait au boulot, bien décidée à jouer avec moi. Et de plus belle saloperie que le covid, je ne connaissais pas. Alors, de grâce, protégez-vous et vos proches de ce fléau. » Bernard est sorti du service covid depuis quelques jours et son ambition et de « remarquer pour se barrer d'ici ». Il n'a toujours pas droit aux visites. Dans ce combat, nous l'assurons, ainsi que son épouse Cathy, de notre chaleureux soutien.

SYNDICAT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

déroulé le tapis rouge lors du fumeux One Planet Summit réaffirme sans sourciller que la question environnementale passe bien après celles du profit, des bonus et dividendes. (Le JDD).

Article complet : [https://](https://www.facebook.com/SYNDICAT.CGT.RETRAITES.CHAUMONT/)

www.facebook.com/SYNDICAT.CGT.RETRAITES.CHAUMONT/

À VOIR : SUR MEDIAPART UNE VIDÉO DE L'ÉMISSION À L'AIR LIBRE

Pour avoir révélé un grave conflit d'intérêt dans l'affaire Geneviève Legay, Ludovic F., agent administratif de la police dont le rôle a été central dans les révélations de l'affaire est convoqué en conseil de discipline vendredi et risque la révocation.

Le commissaire mis en cause et soutenu par Christian Estrosi a, lui, été décoré de la médaille de la sécurité intérieure.

https://www.youtube.com/watch?v=fHE8OE1zgzg&feature=emb_logo

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

CHAQUE SEMAINE, VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT. AIDEZ VOUS AUSSI À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom; prénom :

Verse..... euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

MENACE(S)

La crise sanitaire par l'usage politique dont joue le pouvoir (et les lois qui l'accompagnent, plus qu'elles ne la solutionnent) crée un climat de peur. Celui-ci est d'autant plus vif qu'il nous fait accroire que nous sommes soumis à un « danger de mort imminente ». Il n'est nul besoin d'être expert en quoi que ce soit pour en mesurer la lourde menace. On a déjà relevé, mais sans doute de manière encore insuffisante, les dégâts sur la santé psychique des Français. Stress, anxiété, psychoses sont le lot de la quasi-totalité de la population, qui se manifestent, avec plus ou moins d'intensité, dans des modifications du comportement. Par la savante sélection des informations distillées sur lui, sa durée, ses pauses, ses gains, l'impression de « sans fin » savamment entretenue, la culpabilisation individuelle utilisée y compris dans la cellule familiale, le coronavirus, de danger biologique est devenu un perturbateur de vie total.

Ainsi les interdits portent loin et sont désormais innombrables. Jusque sur des rites mémoriaux comme l'hommage aux morts, sur les fêtes de mariage ou familiales, mais pas sur les conférences électoralistes d'une Mme Abba, pas plus que sur les agapes au sommet de l'Etat. Dans les faits, l'écart se creuse entre la réalité concrète vécue par la population et une gesticulation gouvernementale incompréhensible. L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions. L'excuse en l'occurrence ne vaut pas. Réduire la vie humaine à un « être de chair et de sang » qu'il faut protéger et/ou guérir témoigne d'un absolu mépris. C'est faire fi de sa complexité. C'est faire abstraction volontaire des crises qui minent nos sociétés. C'est fermer les yeux sur la défiance à un niveau inégalé du peuple vis-à-vis des dirigeants à tous niveaux, représentants, experts ou relais d'info. Défiance née d'une absence ou d'une conception dépassée de la démocratie que ce pouvoir, ayant connaissance des graves crises en devenir, entend traiter avec moins de démocratie encore.

En tous les domaines vitaux : social, économique et financier, écologique et démocratique, culturel, incontournables et imbriqués l'un dans l'autre, sa seule réponse consiste en plus de contrôle, de fichage, de délits nouveaux, de violences psychiques et physiques, d'entraves aux libertés. Une seule issue à cette politique, celle du rassemblement. Unir en imaginant et en créant d'autres richesses pour échapper au plan de démolition générale mis en œuvre.

G. TARDENOIS

La presse locale pose beaucoup de questions sur les chiffres du 5.2 concernant la covid 19 notamment sur ce fameux taux d'incidence... Nous reviendrons la semaine prochaine sur ce mystère. Mais pour ce n °, nous voudrions poser une question, une seule. Comment peut-on avoir 11 personnes en Réa alors qu'il n'y a que 8 places depuis la suppression de la Réa à Chaumont...

VIVE LA COMMUNE !

1871-2021. La Commune de Paris a 150 ans. Bien sûr, notre syndicat et son journal vont célébrer, commémorer (comme on voudra) les soixante-douze jours qui ont marqué à jamais l'histoire de notre pays. Fêter la Commune, non pas par nostalgie, mais au contraire pour en marquer toute la modernité. « Ces Parisiens, montant à l'assaut du ciel »* ont imprimé une page fulgurante de notre Histoire avec des lois d'une modernité qui étonne aujourd'hui encore. Cela concerne tout autant les mesures sociales, l'émancipation féminine, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'école laïque et obligatoire que l'art débarrassé de toute tutelle gouvernementale. Enfin, « La Commune a ordonné que les deux guillotines fussent brûlées publiquement ». La peine de mort est abolie, il faudra attendre 110 ans pour qu'elle le fût à nouveau... **

La Commune, c'est le Peuple qui prend en main son destin, qui se révolte contre la guerre, l'asservissement et la corruption des puissants, le Peuple qui protège sa vie, ses droits, son avenir et pour cela s'arme et érige des barricades... Des milliers d'anonymes, artisans et ouvriers, des jeunes et des milliers de femmes, dont certaines connurent un destin extraordinaire. C'est le cas de Louise Michel, née à Vroncourt-la-Côte (Haute-Marne), institutrice, écrivaine, poète, aussi haïe par les Versaillais qu'admiree par Victor Hugo, Verlaine et les petites gens. Louise Michel, l'insurgée, l'indomptable que nous allons évoquer tout au long de cette année.

La Commune, c'est aussi des centaines de chansons d'hier et d'aujourd'hui. Eugène Pottier (auteur des paroles de l'Internationale) : « On l'a tuée à coups de chassépot/À coups de mitrailleuse.../Tout ça n'empêche pas, Nicolas/Qu'la Commune n'est pas morte ! » ou Jean-Baptiste Clément : « Quand nous chanterons le temps des cerises/ Et gai rossignol et merle moqueur/ Seront tous en fête ». Et Jean Ferrat « Il y a cent ans commun commune/ Comme une étoile au firmament/ Ils se battaient pour la Commune/ En écoutant chanter Clément ».

Oui, pour fêter comme il se doit la Commune de Paris, chantons ! **R.V.**

* Karl Marx

** Vie nouvelle, magazine des retraités CGT - Dessin ci-dessous Jacques Tardi



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom, Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

LA SAGA DU VACCIN

Après le film catastrophe «*Le masque et le test*» (écrit et réalisé par l'équipe Macron), voici, par les mêmes auteurs, *la saga du vaccin...*

1. On attend le vaccin et une question lancinante est posée : pourquoi le pays de Pasteur n'a-t-il pas produit un vaccin contre la Covid ? La réponse est vite trouvée. Sanofi ferme ses laboratoires, licencie et n'a qu'une seule obsession, les dividendes pour ses actionnaires. Comme le rappelle François Ruffin (blog Médiapart), « Le mardi 16 juin 2020, E. Macron se rend sur le site Sanofi de Marcy-L'Etoile, près de Lyon, pour faire le point sur les vaccins. Pourquoi, pour quelle raison, Macron se rendait chez Sanofi ? Comme VRP. Pour la blanchir. En effet, trois jours plus tôt, Paul Hudson, le directeur général de la firme, déclarait que, si un vaccin est trouvé, **les Etats-Unis seront servis les premiers. Sanofi est censé être une entreprise française !** »

2. La vaccination commence chez nous le 26 décembre 2020. Au 31 décembre, seules 332 personnes ont reçu la première injection du vaccin de Pfizer/BioNTech, soit 0,0005% des 66,7 millions de Français (données [du site CovidTracker](#)). On se traîne derrière l'Allemagne avec ses 131 626 doses administrées, soit... 400 fois plus. La France figure tristement au **22e rang des pays** pour les doses administrées pour 100 habitants (Statistiques du 12/01/2012)

Il faudra attendre le 11 janvier et pas mal d'interrogations et de critiques dans la presse, mais aussi de la part des professions médicales pour que le ministère de la Santé précise les chiffres de la campagne de vaccination : "Depuis le début de la vaccination, 138 351 personnes ont ainsi été vaccinées". Olivier Véran nous promet enfin que ces chiffres seront publiés quotidiennement.

3. Alors que le gouvernement a décidé de différer jusqu'à six semaines l'injection de la seconde dose du vaccin BioNTech afin de pouvoir vacciner plus de personnes, l'Académie nationale de médecine s'inquiète de cette décision et recommande "de ne différer l'injection de la seconde dose que si les circonstances l'exigent et sans excéder un dépassement de 3 semaines", le vaccin perdant de son efficacité.

4. La gestion de la campagne de vaccination a été confiée par le gouvernement au cabinet américain McKinsey & Company. Le montant de sa rémunération s'élèverait à 2 millions d'euros par mois. Confier les problèmes de santé publique au privé, il n'y avait que la macronie pour le faire.

EN GUISE DE CONCLUSION : Une lectrice nous écrivait la semaine dernière : **Vaccination, on se moque de nous.** Oui, on se moque (encore) de nous, car tous ces ratés et retards ne cachent-ils pas, comme hier pour les masques et les tests la crainte d'une pénurie ? Et, peut-être va-t-on s'apercevoir plus tôt qu'on ne le pense qu'on n'a pas mis les moyens pour vacciner tout le monde. Et combien de décès qui auraient pu être évités ?

STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE
MARCHE DES LIBERTÉS
SAMEDI 16 JANVIER 2021
CHAUMONT 11 H
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

QUAND LA POLICE FAIT LA LOI

Emmanuel Macron a vraiment tout faux. Celui qui prétendait évoluer hors des excès partisans et qui se disait épris de liberté, est en train de transformer gentiment notre démocratie en état policier.

Sa faute originelle est certainement d'avoir, avec beaucoup de morgue, supprimé l'impôt sur la fortune et augmenté les contributions subies par les plus modestes. Il s'est retrouvé avec un mouvement de protestation à la hauteur de sa provocation.

Cet apprenti en politique s'est très vite senti menacé par les gilets jaunes. Il n'a alors pas trouvé d'autre moyen que de faire confiance à la police pour réprimer ce qu'il a vu comme une dangereuse rébellion.

Il y est parvenu (pour un temps), au prix d'exactions venues d'un autre temps. Et depuis, il est pieds et poings liés avec les forces «de l'ordre».

Quand il s'est livré à une nouvelle agression sociale avec sa réforme des retraites, quel est le premier régime qu'il a sorti du lot commun ? Celui des policiers, bien sûr...

En réalité, les seuls syndicats qui obtiennent gain de cause lors de ce quinquennat sont ceux des policiers. Il ne peut plus rien leur refuser. Il suffit qu'ils menacent de lever le pied dans certains domaines pour qu'il leur passe tout.

Pire ! Il cherche à mettre en place des lois qui leur permettront, entre autres, de mater en toute impunité ceux qui ont la prétention d'utiliser une liberté fondamentale : celle de manifester.

Mais plus il lâche la bride, plus apparaissent les dérives scandaleuses que la loi «de sécurité globale» voudrait cacher.

Face aux images de brutalités policières, qu'il ne peut pas officiellement cautionner, le président annonce un «Beauvau de la sécurité». L'idée serait de discuter avec les intéressés d'un cadre dans lequel ils devraient évoluer.

On sait qu'avec lui, ça n'engage à pas grand chose. Il est en effet coutumier des grands débats qui ne débouchent sur rien.

Mais les syndicats de policiers, que plus rien n'arrête, n'en veulent même pas. Les deux plus influents ont fait savoir qu'ils n'y participeraient pas, à moins qu'on accorde quelques nouveaux avantages à la profession (c'est de bonne guerre, après tout), mais aussi qu'on s'intéresse à d'autres sujets. Il faudrait surtout discuter de la sécurité des policiers en intervention et puis également d'une meilleure réponse de la justice aux attentes des policiers, concernant les personnes qu'ils arrêtent. Et (devinez quoi ?), le gouvernement a accepté.

Jamais, depuis la dernière guerre, les principes de la République n'ont autant été foulés aux pieds. L'histoire des peuples, même récente, regorge malheureusement de dérives qui, lorsqu'elles n'ont pas été stoppées à temps, ont débouché sur des catastrophes.

Il faut évidemment que les citoyens s'en mêlent avant qu'il ne soit trop tard. auraient pu être évités ? **ELTÉ**

LA QUESTION QUI NOUS CHIFFONNE...

La presse locale pose beaucoup de questions sur les chiffres du 5.2 concernant la covid 19 notamment sur ce fameux taux d'incidence... Nous reviendrons la semaine prochaine sur ce mystère. Mais pour ce numéro, nous voudrions poser une question, une seule. Comment peut-on avoir 11 personnes en Réa alors qu'il n'y a que 8 places depuis la suppression de la Réa à Chaumont...